

l'empêcheur

Le journal des précaires en lutte!

A u p r i n t e m p s , f l e u r i s s o n s l e p a v é !

Paris, Hambourg, Séville, Barcelone, Milan, Amsterdam, Londres, Copenhague... autant de villes où fleuriront des défilés alternatifs aux premiers mai traditionnels : la parade de l'Euromayday. Ces manifestations contestato-joyeuses rompent avec la tristesse et la non-combativité des cortèges syndicaux actuels, en ouvrant un espace public propre aux nouvelles réalités du travail, de l'emploi et de la vie. Il s'agit pour les précaires de se réapproprier et de recréer le sens du premier mai, comme journée de mobilisation et d'expression des réalités du précarat européen.

Euromayday ?

Cette expression est une astuce de langage anglophone, qui mélange les deux sens de "mayday". May Day, est un terme anglais signifiant SOS. Le "may day", c'est aussi la journée de mai, la nôtre, celle du 1er mai, journée internationale des travailleurs. L'initiative est née à Milan, puis s'est étendue à d'autres villes européennes, d'où Euromayday. Donc, il s'agit d'un SOS social, d'un besoin vital de secours. Cela se traduit par la revendication de droits nouveaux. En prenant en compte les nouvelles réalités de l'exploitation, le précarat invente déjà des dispositifs de protections sociales.

Trop souvent un amalgame malheureux est fait concernant le sens du terme "précarité". Employé comme synonyme de misère ou de pauvreté, il masque une réalité sociale plus complexe et hétérogène que les catégories classiques. Le dénuement est une situation particulière de la précarité, mais ne représente pas la totalité du phénomène de la précarisation des vies. Les précaires ne sont pas que des privés de logements, de soins, de papiers, etc., ils sont tous ceux qui du jour au lendemain risquent de perdre les quelques droits dont ils bénéficiaient jusqu'alors. La précarité, c'est la peur de ne pouvoir payer les factures, le loyer, la bouffe... ; c'est le découvert bancaire permanent, les retards de loyer, les petits boulots acceptés faute de mieux et sous la contrainte.

Multitude du précarat

La précarité peut s'entendre comme la menace permanente de la misère. Elle y conduit plus ou moins souvent, certes, mais pas systématiquement. Pourquoi faut-il éviter cet amalgame ? D'abord, parce qu'il pourrait conduire à nier des formes de précarité. En effet, tous les précaires ne sont pas en "bas" de l'échelle sociale classique. Les étudiants-chercheurs (à la fois doctorants et enseignants) ne sont pas qualifiés d'exclus ; pourtant leur situation sociale et financière est souvent très instable. Ils n'ont ni sécurité de revenu, ni sécurité de travail. De la même manière, on désigne comme exclus des personnes qui sont totalement intégrées à la vie économique. 7 SDF sur 10 sont "insérés" (inscrits aux assédés, en formation, ou en situation d'activité rémunérée), l'INSEE a montré en 2004 que 3 SDF sur 10 ont un emploi. Le concept de précarité embrasse une réalité composite, complexe, hétérogène, celle des nouvelles

formes d'exploitation, et de la transformations des conditions de travail.



A qui profite le crime (social) ?

L'époque du plein-emploi est révolue. La société d'alors promettait en échange d'un emploi à vie (CDI), des garanties sociales (santé, école, retraites...). C'est ce qu'on a appelé le compromis fordiste. Or, dès les années 70, à partir d'un double mouvement -désindustrialisation et exode des usines- s'est constitué un chômage de masse, structurellement. Les années libérales (1980-1990) ont précédé le vent néolibéral actuel. Peu à peu, les garanties salariales ont volé en éclat, jusqu'à devenir aujourd'hui peau de chagrin (assurance chômage, sécu, retraite...). Plus avant, la réalité des pratiques d'emploi font mesurer à quel point les systèmes de protections sociales hérités du compromis fordiste, sont inadéquats à une réelle protection de tous les travailleurs.

Le régime des retraites illustre le mieux cette inadéquation. Qui va pouvoir prétendre à la retraite demain, quand il faut valider 40 annuités d'emploi, et qu'il est évident, au vu du marché du travail, que toute la vie active sera un va-et-vient continu entre période d'emploi, et période de chômage, peu ou pas indemnisé ? Cela concernera très peu de personnes, sinon celles qui auront épargné auprès des multinationales de l'assurance. Les conventions UNEDIC de l'assurance chômage se suivent et, les unes après les autres, grignotent sur les droits des chômeurs. Ce qui restait de solidarité interprofessionnelle, a volé en éclat ces dernières années (PARE 2001, destruction du régime des intermittents 2003...).

En outre le contrôle s'accroît. Ce contrôle, c'est la menace permanente de voir ses allocations assédés sucrées par les SCRE (service de contrôle de la recherche d'emploi) ou l'ANPE (radiations), c'est le risque de se voir suspendu du RMI. C'est la contrainte d'avoir un emploi pour payer ses études, etc.

Les faibles protections sociales qui subsistent sont de plus en plus conditionnées à l'emploi. C'est ainsi que s'accroît la précarisation des conditions de travail. Qui mieux qu'un affamé est capable d'accepter un travail dégradant, mal payé ? C'est exactement la situation de beaucoup de demandeurs d'asile, privés de quasiment tous les droits et contraints de travailler au noir, pour des salaires de misère. La norme de travail a pris le visage de l'emploi précaire ; les contrats atypiques (temps partiels, intérim, rma, etc.) se multiplient. L'emploi ne préserve pas de la pauvreté : les travailleurs pauvres se comptent par millions en France, pays qui compte

parmi les plus riches du monde.

D'un point de vue patronal, la situation actuelle est une aubaine. Les sources de revenus se sont tellement raréfiées, que l'emploi devient peu à peu le seul et unique moyen d'obtenir l'argent pour vivre. Le revenu est de plus en plus connecté à l'emploi, modalité particulière du travail qui profite directement à l'entreprise (ce qu'en vieux marxisme, on désigne sous le vocable d'exploitation).

Se battre ?

Né en Italie il y a 4 ans, le *mayday* est devenu la mobilisation annuelle des précaires. Cette première initiative a vu 5000 personnes défiler à Milan. La journée du premier mai a été choisie pour mettre en avant les nouvelles situations de vies marquées par la multiplication des formes d'emploi flexibles et mobiles. Comme ces formes de travail restent privées de toute protection sociale et de toute représentation syndicale ou politique significative, la parade des précaires à Milan répond à ce vide, en participant à la construction d'une force politique où les précaires s'auto-organisent.

En 2004, une étape a été franchie. 80 000 personnes ont défilé à Milan, et le *mayday* s'est élargi à d'autres villes européennes (Barcelone, Helsinki, Dublin, Palerme). Avec l'addition de la récente mobilisation des travailleurs migrants en Italie (lois Bossi-Fini), et l'association avec la journée du 2 avril (journée européenne pour les droits des migrants), l'Euromayday épouse la totalité de la réalité du précarat.

Une vingtaine de collectifs étaient présents à Berlin en janvier dernier. Ce meeting a débouché sur la constitution d'un réseau européen (Euromayday Network) où se côtoie la diversité des luttes des précaires (*free lancers* slovéniens, intermittents français, étudiants romains, soutiens aux sans-papiers d'Angleterre...). Au-delà du premier mai, ce réseau auquel AC! participe, compte multiplier les initiatives communes. Pour l'heure, nous n'en sommes qu'aux projets, une prochaine rencontre européenne se tiendra à Paris à la mi-mars. L'idée est de faire de l'Euromayday, un processus, où se dessine une continuité d'action et de réflexion.

De nombreuses villes préparent la journée du *mayday* (Paris, Hambourg, Séville, Barcelone, Milan, Amsterdam, Londres, Copenhague, peut-être d'autres) autour de modalités communes (parade et actions) et de revendications partagées : des droits collectifs nouveaux. A Paris cette année l'Euromayday verra la rencontre des marches contre la précarisation de nos vies parties de différents coins de France au mois d'avril.

Revenu garanti, gratuité, savoirs communs, sont autant de thèmes qui déclinent notre envie de (ré)inventer le Bien commun.

Nous espérons que le 1er mai sera l'occasion de faire émerger un réel réseau de lutte, de réflexion, d'actions du précarat.

Xavier.

pages 2 & 3

**On arrête tout !
On réfléchit !
Et c'est pas triste !**

page 4

Actualités locales

page 5

**San Precario
criez pour nous !**

page 6

**Ça cause
un précaire**

**Ni la misère du chômage
ni les chaînes du travail
salarie
ne briseront
notre envie de vivre !**



**Agissons ensemble
contre le Capitalisme**



On arrête tout! Et c'est p

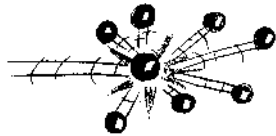
Marches de 1994

Le mouvement des marches donne des corps et des voix au chômage. C'est en marchant, en devenant piétons de la grand-route que les chômeurs ont commencé à exister. C'est ce qui s'est passé en avril et mai 1994 lors des Marches fondatrices d'AC ! parties de cinq villes de France et convergeant toutes vers Paris. Cette démarche utilise la vision fréquente qui voit les chômeurs comme des victimes pour mieux la déborder. L'initiative cherche à rouvrir le débat social en s'appuyant sur le consensus préexistant de la "lutte contre le chômage". Les marches permettent de faire surgir une prise de parole des chômeurs, dans un rapport d'extériorité aux entreprises.

Tout avait commencé fin 1993. Des militants, syndicalistes pour la plupart, décidaient de s'occuper du chômage qui s'étendait depuis une quinzaine d'années. Les assedic venaient une fois de plus de réduire les allocations en inventant la dégressivité. Ce groupe de militants a lancé un appel à lutter contre ces régressions. A Bordeaux, suite à cet appel, des gens décidés aussi à ne plus laisser faire, se sont regroupés. Un groupe de marcheurs venant de Toulouse vers Paris devait traverser la Gironde. Nous avons organisé leur séjour avec des mairies qui ont mis à disposition des gymnases ou fourni des repas. Nous avons aussi organisé des actions sur le parcours, dans les ANPE, les entreprises, et en direction des administrations.

Les marcheurs sont arrivés mi avril vers Langon par le canal du midi. Pendant une semaine nous avons parcouru avec eux les routes de la région. Deux girondins se sont joints au groupe en direction de Paris. Ils y sont arrivés fin mai ou 25.000 personnes ont manifesté avec eux. Depuis, le groupe a créé une association locale AC! à Bordeaux qui continue à lutter. Ces marches ont permis à AC! d'avoir un local sur Bordeaux. Malgré cela la situation a encore empiré, le chômage est devenu une étape obligée dans la vie professionnelle et la misère est le lot de 15% de la population. Alors cette année nous allons repartir, avec tous ceux qui le voudront, pour sillonner les chemins d'Aquitaine et crier notre colère à Paris.

Pierre



Marches de 2005

Différentes marches sont prévues en France au mois d'avril 2005 :

- Au départ de Montluçon (1er avril)
- Au départ de Bayonne (mi avril)
- Dans le Nord-Pas de Calais
- Au départ de Montpellier (fin avril)
- Au départ de Nantes

Les régions qui ne "marcheront" pas s'incrineront dans le "printemps des précaires" à travers différentes initiatives.

Ces marches vont se retrouver à Paris pour l'Euromayday, la parade des précaires.

Dans un second temps certains partiront ou repartiront en direction de Strasbourg pour donner une dimension européenne aux revendications des précaires.

Des marches pour obtenir des droits ou pour simplement obtenir de la nourriture ne datent pas hier. Elles ont toujours un aspect très difficile à définir. Il y a le simple plaisir de se déplacer et d'apprendre en route comme dans le 'tour de France' des Compagnons. Il y a parfois le but de la conquête du pouvoir comme pour la longue marche de Mao. Parfois il y a la simple expression d'un désespoir comme les bandes de vagabonds qui rodaient sur les routes de France au début du 19ième siècle pour imposer leur droit à la nourriture. Dans les années 30 en France, en Angleterre, on marchait parce qu'on avait faim. Pendant les années soixante on marchait pour s'éclater. Tous ces éléments peuvent être mis dans un grand creuset et peut-être une potion magique en sortira.

On ne peut difficilement nier que depuis deux ans, les interventions du "mouvement social" (au sens large) n'ont pas donné de résultat probants.

La mobilisation contre la réforme des retraites a été un échec. La mobilisation pour les 'recalculés' a été une victoire à la Pyrrhus. Les mobilisations contre la privatisation du service public semblent tourner en rond. Même les intermittents du spectacle semblent être au bout du rouleau. Les avancées sur l'ASS (Allocation Spécifique de Solidarité) fondent comme neige au soleil. Une manifestation de 300.000 personnes contre la mise en cause des 35 heures ne semble impressionner personne. Tout cela n'est pas très étonnant confronté à un gouvernement et à un patronat qui semblent avoir adopté l'adage 'les chiens aboient, la caravane passe'.

Une petite étincelle d'espoir existe quand même. Une manifestation de 100.000

lycéens fait reculer le gouvernement dans la soirée même.

Des marches pour sortir de la routine et du chantage

Il faut donc commencer à penser différemment. Qu'avaient-ils, ces lycéens, de si dangereux aux yeux de nos gouvernants ? Pas grand chose, juste que pour eux le temps n'est pas encore fixé, réglé et qu'ils ne sont pas payés à la tâche. Juste qu'ils peuvent continuer très, très longtemps, sans beaucoup de problèmes. Cela fait peur.

Les marches organisées pour rejoindre Paris pour l'Euromayday partent un peu du même principe.

Nous avons tout notre temps, c'est nous qui choisissons notre calendrier, nos revendications.

Au lieu de se faire surdéterminer pas les initiatives prises par les politiques, nous vou-

lons déterminer nos propres priorités. Ces marches sont en effet un peu décalées par rapport au calendrier politique 'officiel'. Nous ne marchons pas pour le non à 'la constitution européenne', nous ne marchons pas non plus pour la constitution d'un large pôle électoral de la 'gauche'.

Nous marchons pour d'autres choses, plus liées à nos vies quotidiennes.

Marcher, c'est un terrain d'expérimentation superbe pour rencontrer et vivre avec des gens de tous les horizons.

Marcher, c'est déjà une critique 'par le fait' (ou par les pieds, si vous voulez) de la morosité de notre vie quotidienne. Nous allons vivre dans d'autres conditions, nous allons rencontrer d'autres gens et nous serons libérés pendant une courte période de la banalité de notre vie habituelle.

Au delà, marcher va nous permettre de prendre connaissance des problèmes des

Marche Mondiale des Femmes de l'An 2000

Le 17 juin 2000 une manifestation nationale est prévue Place du Châtelet Paris, avant un grand rassemblement mondial New-York.

Le slogan est clair : "Une marche pour notre force, notre solidarité avec les femmes du monde entier", afin d'exiger l'ONU l'élimination de la pauvreté et des violences faites aux femmes. Pour cela il faut assurer un partage équitable de la richesse entre riches et pauvres, l'égalité entre hommes et femmes.

A Montluçon nous décidons de tenter "l'aventure" et de rallier Paris (400 km). Nous nous organisons, de façon autonome, en créant un Comité de Femmes. Grâce à des quêtes et des subventions d'associations locales nous nous sentons assez fortes pour partir (3 femmes et 1 homme), le 1er juin, juste avec nos sacs à dos.

Notre "randonné" (si l'on peut dire) a connu des hauts et des bas.

Certains accueils ont été chaleureux (ainsi notre première nuit Meaulne, mais aussi Saint Eloy de Gy, Nancy, etc.). Il est à noter que c'est dans les

petits villages (avec souvent peu de moyens) que nous avons été les mieux reçus. Tout au long de notre marche nous avons rencontré des gens formidables, qui nous parlaient, nous soutenaient. Nous avons beaucoup discuté, échangé, partagé beaucoup de choses. A Orléans le comité des Femmes nous a réservé un accueil formidable.

Mais cela n'a pas toujours été ainsi. Dans la plupart des grandes communautés, nous étions des indésirables, des troubles fêtes, des gueux. Ainsi le sénateur de Saint Amant Montbrond qui nous a complètement ignoré, nos revendications n'étaient manifestement pas son problème. Sans oublier Bourges où le maire adjoint, après une discussion houleuse, nous a carrément envoyé ses sbires (sa "police municipale") pour nous évacuer de sa mairie. nous devions être très dangereux puisque nous avions été rejoints par 4 autres montluçonnaises.

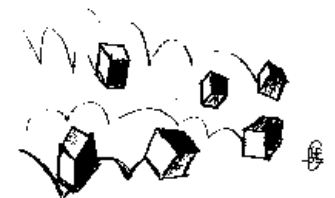
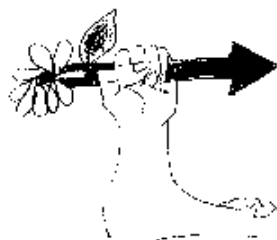
Il a fallu parfois s'imposer et cela n'a pas toujours été triste. Le 11 juin nous arrivons Etampes. La municipalité avait répondu négativement notre demande mais nous savions qu'une foire exposition ouvrait ses portes ce jour-là. A la fin du speech du député maire faisant l'inauguration, nous nous sommes invitée sur l'estrade pour présenter notre marche et distribuer nos tracts. Pauvre député, obligé de nous voir, de nous entendre nous avons pu parler la radio locale et nous avons eu droit un hôtel 4 étoiles (Eh! Qui) avec petit déjeuner et repas. Le forcing, ça peut payer.

Le Lundi de Pentecôte nous sommes Arpajon, la mairie est fermée mais les "forces de l'ordre" sont au travail et nous interpellent. "Qui est le chef?" "Suivez nous!" Et je me retrouve au commissariat où on me fait une main courante pour

vagabondage!!!! Un peu échaudés nous errons dans Arpajon où nous rencontrons un directeur de laverie automatique qui nous offre le lavage de notre linge. Même Arpajon, il y a des gens bien. Mais les "flics" nous ont l'œil, alors nous décidons de reprendre la route arrivés Breteuil / Orge mairie toujours fermée. nous allons au presbytère pour demander asile. La quête de la messe de Pentecôte nous a permis d'avoir un hôtel et un repas.

Des bonnes rencontres, des déboures bon goût, malheureusement nous avons continué notre chemin jusqu'à Paris où nous étions en tête de cortège le 17 juin pour la manifestation.

Ma t0.



On réfléchit ! as triste !



autres, de réfléchir à des alternatives possibles et jeter les premiers fondements d'une vraie démocratie directe. Il est aussi évident que nous voulons nous associer à l'Euromayday qui représente une alternative, plus combative et moins ringarde, au traditionnel premier mai syndical de Paris.

Des marches à nous...

Comme vous allez le constater la relation entre les 'marcheurs militants' et les 'organisateur·s' n'a pas toujours été limpide. Depuis longtemps nous avons des conflits dans nos actions avec les syndicats traditionnels, les partis politiques traditionnels. Depuis un an un nouveau clivage semble apparaître. Depuis les grandes mobilisations contre 'Hartz IV' (loi qui restreint d'une manière draconienne les droits des chômeurs) en Allemagne et le FSE (Forum Sociale Européen) à Londres, la donne a encore changé.

Apparemment un clivage se construit entre la 'gauche de la gauche' (ATTAC, différents groupes d'extrême gauche, différentes associations engagées dans le mouvement social) et la base du mouvement social. En Allemagne cela a donné lieu à des manifestations séparées voire conflictuelles.

En Angleterre cela a donné lieu à des confrontations presque physiques pour avoir accès au FSE. Ces histoires ne nous intéresseraient guère, si nous ne vivions pas la même chose localement.

Nous ne savons pas vraiment à quoi est dû ce clivage. Mais des exemples histo-



riques de ces situations existent. Pendant les années 70 une période d'autogestion a ébranlé le mouvement syndical. En Belgique la période 70-74, a connu des grèves sauvages, menées contre le patronat, elles étaient en même temps des grèves contre les syndicats.

A chaque fois, un 'glissement' quasi imperceptible s'est produit pour revenir vers le 'normal', vers 'ce qui existait avant'. La CFDT des LIP est devenue la CFDT de Nottat (l'usine LIP a été pendant les années 70 prise en mains par les ouvriers organisés en autogestion, soutenus par la CFDT et cela a duré plusieurs années).

La CGT s'est rangée dans les rangs de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) en s'alignant en même temps avec les syndicats les plus co-gestionnaires de l'Europe.

Aujourd'hui, on semble glisser vers un rassemblement à 'gauche' de tous ceux qui ne se reconnaissent plus dans la 'gauche traditionnelle'. Tous ont l'air de croire que les problèmes seront résolus si un grand rassemblement pour le 'NON' à la constitution européenne se crée.

Avec nos marches, nous ne voulons pas jouer à ce jeu là. Nous savons bien qu'après les 'comités citoyens contre', les rassemblements didactiques sur la constitution, nous nous retrouvons de nouveau devant des gens qui vont nous dire que, malheureusement, il faut 'gérer', il faut tenir compte 'du rapport de force'.

Ben nous, on veut autre chose. Nous voulons des 'marchés à nous', dont les revendications seront à déterminer sur la route, dont les porte-parole tourneront chaque jour, des marches qui feront vivre la démocratie directe.

Charles.

Mai 1999 : Bruxelles - Cologne

Lundi 24 mai : Arrivée à Bruxelles et première assemblée générale. La manifestation du lendemain est interdite. Après plus de 2 heures de discussions un parcours de quelques centaines de mètres est adopté. Il est aussi décidé qu'une délégation déposera notre plate forme de revendications, sans aucune discussion, pendant qu'une action de blocage de la circulation se tiendra devant le Parlement européen.

Mardi 25 mai : Après une bonne heure d'attente, nous manifestons dans le quartier d'affaires, très peu fréquenté. La délégation est reçue mais cela dure, dure... plus de deux heures!!! L'action, pourtant décidée la veille, est annulée.

"On" nous apprend d'abord que la nourriture est à Vilvoorde (12 km), puis que nous pourrions manger dans un squat pas très loin... finalement un peu de pain et de fromage est déposé, dans la rue!! Des bus nous emmènent à Vilvoorde. Une assemblée générale est imposée par quelques collectifs. Le programme du lendemain (division des marcheurs en deux groupes) est refusé et nous décidons de rester groupés.

Mercredi 26 mai : Marche de 2 km dans les faubourgs de Vilvoorde (sans habitant à notre heure de passage) pour arriver à la gare. Nous montons tous dans le même train (refusant de nous séparer) et arrivons à Louvain. Nous refusons de monter dans les bus qui nous attendent et partons, à pied, à travers le centre ville vers l'ASSEDIC située dans une ancienne usine Philips. L'ASSEDIC est fermée, le repas s'est perdu en cours de route... tout va bien!!! Trois bus nous conduisent au camp de rétention de Vottem (une cinquantaine de personnes, laissées sur le trottoir, doivent prendre gratuitement les bus publics pour nous rejoindre). La manifestation devant le camp est émouvante, des chants s'élèvent derrière les grilles. La FGTB a prévu une manifestation à Liège,

nous partons en cortège, loin du centre ville. Pendant ce temps, le Comité "Chômeur, pas chien" de Liège organise la première véritable occupation belge d'ONEM (ANPE), il demande de l'aide pour retarder le plus possible son expulsion. Bien que prévenus, les organisateurs font la sourde oreille et il faut qu'une partie de la manifestation se déroute, en toute autonomie, pour que le soutien arrive à l'ONEM. Les belges sont barricadés dans le bâtiment. Les marcheurs occupent la rue... des "responsables français" viennent expliquer que si nous ne rentrons pas sagement au gîte prévu nous ne pourrions pas manger!!! Une trentaine de marcheurs décident de rester sur le trottoir, les poubeilles (jour des encombrants) nous fournissent canapés et matelas, des liègeois nous amènent couvertures et café... il n'y aura pas d'expulsion.

Jeudi 27 mai : Vers 10 h les occupants belges quittent le bâtiment et en cortège nous rejoignons la gare. Il est prévu une véritable marche (enfin)... Mais 26 km en pleine campagne, entre la Belgique et l'Allemagne (sans carte, sans eau, avec juste des tartines de fromage). Le rendez-vous du soir est un meeting du SPD (socialistes allemands) à Aix la Chapelle. Comment peut-on faire venir de toute l'Europe des chômeurs pour cautionner un parti politique, sans même les avoir consultés?

L'accueil est particulièrement mauvais : soupe (payante au début) et pain servis sur une place déserte, sans table. Les logements prévus, prêtés par l'Église séparent les hommes des femmes! Après une discussion houleuse, nous nous entassons tous dans une salle prêtée par une maison de la culture.

Vendredi 28 mai : Les organisateurs sont un peu dépassés par la colère des marcheurs, ils doivent suivre et un blocage de rue est improvisé devant la gare. Le mot d'ordre est "Tous à Cologne" et une grande partie des marcheurs refuse de descendre du train à Düren pour rencontrer

des syndicalistes allemands.

A Cologne nous devons suivre les organisateurs jusqu'au lieu d'hébergement. Terminus du métro, 5 à 6 km de marche dans des banlieues désertes et nous arrivons au terrain vague qui nous servira de campement... impossible de participer aux différents forums organisés en centre ville!!

Samedi 29 mai : 30 000 personnes manifestent. Les marcheurs s'imposent en tête de cortège et scandent "Précarité, visibilité...Organisateurs collaborateurs".

Cette marche, organisée d'en haut par des "responsables", nous a laissé un goût amer.

Une véritable scission est apparue entre la volonté de la masse des participants de réaliser une véritable marche militante et celle des "responsables", tant locaux que français, de conduire cette marche de la façon la moins combative possible.

L'initiative politique de la marche Bruxelles-Cologne devait être valorisante...mais il fallait des "troupes" pour donner une crédibilité au mouvement. Par contre ces mêmes troupes ne devaient pas avoir leur mot à dire dans les prises de décision. Alors "on" organise des assemblées générales, mais "on" ne tient aucun compte des décisions prises. Pendant toute la marche, la nourriture et le logement sont prétextes à diriger les marcheurs là où "on" veut qu'ils aillent.

Cette marche doit nous permettre de tirer des leçons. L'organisation de telles manifestations doit être axée sur une démocratie directe, avec une structuration transversale permettant une réelle circulation de l'information. Faisons le maximum pour que la marche du "Printemps des Précaires" ne donne pas l'impression, comme en 1999, que des précaires se font trimballer comme du bétail affamé à travers les rues désertes des faubourgs traversés.

Sylvie et Charles.

Marche européenne de 1997

Après avoir rencontré les marcheurs sur Bordeaux, nous décidons de les rejoindre en banlieue Parisienne. Elles et ils faisaient partie de la marche du Sud-Ouest, marche qui se mit en route d'Algésiras. Différentes manifs s'organisent dans la banlieue de Paris, sans oublier l'occupation de Bercy qui n'était pas du goût des organisateurs. Le Nord-Pas de Calais nous accueillit avec enthousiasme. Lille, Arras, nous débattons, rencontrons plein de gens, chantons et refaisons le monde tous les soirs dans nos A.G. Plus la marche du Sud-Ouest progresse, plus elle devient un tracas permanent pour ceux qui voulaient penser à notre place. Pourtant elle est sympathique notre marche, avec des jeunes, des moins jeunes, des chiens, de la musique, nos cracheurs de feu, nos rires, elle devient de plus en plus autonome.

Chaque marche était encadrée par des porte-parole choisis par les organisateurs. Fait étrange à la frontière Franco-Belge le notre disparut... et la caisse de survie aussi!

Loin de nous décourager, nous avons continué à marcher, faisant ici et là la manche pour les produits de nécessité. Des rencontres importantes ont jalonné notre progression.

Charleroi où des copains SDF nous rejoignent. Les Pays Bas (ou la traversée du désert) : l'organisation nous fait traverser un nomans-land. Discuter de la précarité avec les vaches, c'est sympa, mais quel intérêt au niveau du dialogue? Les transports gratuits que nous pratiquons de temps à autre sont désavoués par les Gentils Organisateurs. Peu importe, nous sommes déterminés. Amsterdam se présente comme un jour d'espoir : 50 000 manifestants, de tous horizons et origines. Toute l'Europe a répondu à l'appel. Amsterdam où, le soir même, l'organisation nous explique que nos bus de retour nous attendent. Les têtes pensantes, syndicales ou associatives, 'qui n'avaient pas marché', resteraient sur place pour le contre sommet. Une quarantaine de marcheurs du Sud-Ouest, révoltés, refusent le départ. Les G.O. vont dormir à l'hôtel, manger au resto pendant 8 jours. Nous, nous sommes dans des immeubles en démolition, sans eau ni électricité, sans une roupie pour nous ravitailler. Nous avons innové dans un contre contre sommet. Nous remercions les organisateurs hollandais qui, choqués, nous ont permis de nous alimenter de temps à autre.

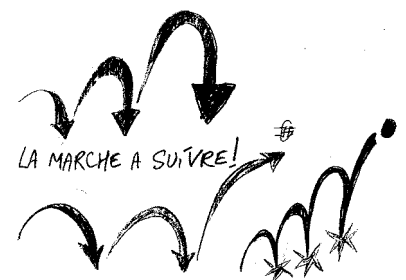
8 ans après nous savons pourquoi nous avons marché.

8 ans après nous savons pourquoi nous reprenons la route.

La misère grandissante n'est plus acceptable. Nos marches du printemps porteront nos paroles, nos convictions que d'autres mondes sont possibles. Nos marches n'auront de fin que par la réussite de porter nos projets au plus haut. Nous marcherons pour ne pas crever isolés mais pour vivre.

Ces marches seront créatives, inventives, autonomes pour détruire la machine de l'exclusion

Marie marcheuse en 97



San Precario criez pour nous !

La précarité, c'est un état, une situation, qui concerne de plus en plus de personnes. Ce terme renvoie à des situations de travail mais aussi à tout ce qui touche à la vie quotidienne jusqu'à l'imaginaire et la manière de se projeter dans le futur.

En effet, avec des revenus discontinus, comment se loger, surtout quand le montant des loyers ne cesse de flamber, comment se soigner, surtout si on est juste au dessus du seuil fatidique donnant droit à la CMU, comment envisager son vieillissement surtout quand on sait qu'on n'aura jamais cotisé assez longtemps pour avoir droit à une retraite et qu'on n'a pas assez de revenu pour compenser cela par un système d'assurance privé ?

En France, comme pour l'ensemble des pays occidentaux, l'institutionnalisation de l'ensemble du système de protection sociale s'est réalisée après la deuxième guerre mondiale. Ce système s'appuyait alors sur deux piliers : le travail continu à temps plein, et la famille. La structure familiale s'est recomposée depuis, comme l'atteste le nombre de divorces et le nombre de familles monoparentales. La norme de l'emploi a elle aussi considérablement évolué, comme en atteste l'extension des formes atypiques d'emploi et l'émergence d'une nouvelle catégorie de travailleurs, à la lisière du salariat, de l'économie informelle et du travail indépendant. Bien sûr, le nombre de salariés ne cesse de progresser, ce qui fait dire à certains : vous voyez la société salariale progresse. Oui, mais ces chiffres masquent la réalité qu'ils prétendent décrire. Le nombre de salariés a bien progressé. Mais il y a d'une part le fait que la plupart des femmes ont à présent la nécessité d'avoir un emploi salarié, bien que souvent précaire. Le système fordiste, le baby boom les avaient maintenues à la maison. Le tra-

vail qu'elles accomplissaient gratuitement pour leur mari permettaient aux entreprises de payer moins cher ce dernier. Ce système est à présent terminé et les femmes occupent de nombreux emplois précaires en terme de revenu et d'amplitude de temps de travail. D'autre part, le statut de salarié ne rend pas vraiment compte de la situation de la personne : en effet beaucoup de *free-lances*, au sens large bénéficient d'un statut de salariés même si leurs employeurs et les autres salariés ne les considèrent pas comme tels.

Une autre manière de vivre

Mais la précarité a bien deux faces. D'un côté l'emploi discontinu ne donnant droit qu'à un revenu discontinu est bien la cause principale de l'insécurité sociale permanente que vit le précaire. D'un autre côté, être détaché du lien permanent avec un patron ou une entreprise, disposer de temps pour avoir d'autres activités, d'autres relations, est vécu comme une vraie richesse. Là, s'invente peut-être une autre manière de vivre, peut-être moins assujettie au travail et à l'exploitation mais on n'est encore qu'aux prémices, surtout que le système d'accès aux droits est resté calé sur l'ancien mode de production.

Il y a là une hypothèse et c'est cela qui fait que ce que l'on désigne sous le terme de précarité est surtout perçu sous son aspect négatif sans percevoir du même coup cette production de richesse à l'oeuvre dans le monde du précaire. Reprenons l'hypothèse évoquée plus haut et formulons-la plus précisément : le modèle salarial de l'ère industrielle s'affaiblit. Depuis une trentaine d'années la norme de l'emploi en CDI a évolué sous l'effet des restructurations industrielles, du chômage et de l'exigence de compétitivité qui s'est

traduite par de la flexibilité. De cette situation ont émergé de nouvelles formes d'emploi caractérisées par leur statut précaire : intérim, CDD, petits boulots, travail indépendant et travail intermittent. Ces formes d'emploi se sont développées dans des secteurs d'où elles étaient absentes auparavant, dans le tertiaire, dans les métiers de la production immatérielle : le social, la culture, la recherche. De là une deuxième hypothèse : cette transformation actuelle de la norme d'emploi serait le signe d'une mutation profonde. Si tel est le cas, il serait alors impératif d'y apporter des réponses concrètes, notamment en termes de droits. En effet, cela pourrait signifier que la sortie de la société taylorienne se préparerait lentement, hors des contraintes de l'entreprise ou de la vie de bureau, à l'écart du statut de salarié avec le développement des *free-lances*, des solos, et autres travailleurs indépendants.

Des droits attachés à la personne

En une trentaine d'année, la précarité, dans son aspect le plus négatif, a imprégné le monde du travail générant un très fort sentiment d'insécurité avec une forte demande de protection sociale. Par rapport à toutes les formes d'emploi discontinu, il est nécessaire de sécuriser les parcours chaotiques en favorisant les droits attachés à la personne. Un exemple montre bien cette inadéquation du système de protection sociale avec la réalité : moins de la moitié des chômeurs sont indemnisés, les autres étant condamnés à la survie avec le RMI, l'ASS, l'aide de la cellule familiale ou l'économie informelle.

Christophe
Sources : Le Monde Initiatives, février 2005, intitulé "San Precario, un saint moderne".

Marche du Sud-Ouest

Paroles : Marc Bernard (1994, chanson écrite pour la marche d'AC ! partie de Carmaux, lors de la traversée de la Haute-Vienne. Musique : " l'appel du Komintern "

De Carmaux, de Limoges Et de Brest Lille ou Strasbourg, Si de partout nous marchons C'est pour faire entendre aux sourds

Qu'il faut changer le monde Qu'il est devenu fou.

Certains en profitent bien Et se font plein de gros sous, D'autres s'agitent tout le temps Et ils crient : " Votez pour nous " Il faut changer le monde, Il est devenu fou

Les cités sinistrées, Les jeunes sans espoirs Et toute cette précarité, Nous ne voulons plus la voir ! Il faut changer le monde, Il est devenu fou

Le chômage est partout Et il tue et il rend fou Nous ne pouvons plus nous taire Devant toute cette misère Il faut changer le monde Il est devenu fou

Le travail est un droit Le logement et la santé Tout le monde y a droit et pas à la charité Il faut changer le monde Il est devenu fou

Chômeur ou salarié Etudiant, femme, immigré, C'est maintenant tous ensemble, C'est maintenant qu'il faut frapper ! Il faut changer le monde Il est devenu fou

Nous marchons dans les rues et nous y serons joyeux, quel que soit notre statut nous dirons à ces Messieurs Qu'il faut changer le monde Qu'il est devenu fou !

Brèves... Brèves... Brèves

Croix Rouge et liberté de la presse (suite)

Se considérant diffamé par l'article paru dans *CQFD* (mensuel réalisé par des chômeurs et précaires à Marseille), intitulé : " Croix Rouge sous un képi bleu ", Marc GENTILINI alors président de la CRF réclamait : 30.000 euros pour lui et 35.000 euros de dommages.

Le 11 janvier, la sentence est tombée : 500 euros d'amende, 1 euro symbolique pour Gentilini et 1000 euros de frais de " justice ". Ce n'est pas bémol pour un canard oisif et chômeur dont les rédacteurs sont traités de voyous par Mr Franck DELAVAL " Chef de cabinet de Gentilini ". C'est quand même une victoire car la CRF n'a jamais faibli dans ses ardeurs judiciaires. Cette vénérable société, (présidée depuis janvier par Jean François MATTEI, ex-ministre de la Santé, et qui, durant la canicule en 2003, apparut de son lieu de villégiature sur la Cote d'Azur, en ravissant polo Lacoste en disant : " pour l'instant tout va bien ") dispose, non seulement d'un service de presse incroyablement attentif et chatouilleux, mais aussi d'un pool d'avocats plutôt teigneux, et pas du tout BENEVOLES qui, pour étriller le " journal de voyous ", estiment leur performance à 5000 euros.

Mais pourquoi ces bons samaritains s'en prennent-ils à ce type de presse ? " L'acte charitable " a sans doute besoin d'une complète passivité des assistés. Citons la conclusion de *CQFD* n°19 (sachant que la CRF le menace d'un autre procès).

"La philosophie de cette institution est bien résumée dans l'exemple récent ; de ceux qui voudraient faire oublier à grand coup de " Communication " que, les 6 milliards de " l'extraordinaire élan de générosité occidentale "...sont une somme 6 fois inférieure à la dette extérieure payée chaque année par les 11 pays concernés. Saignée financière contre laquelle aucune huile médiatique de la Croix Rouge n'a cru bon de se mobiliser à ce jour. On aiderait donc...(peut être)....les pays sinistrés à relever la tête

pour qu'ils puissent continuer à honorer leur dette..... Les mauvais esprits vont encore dire que la charité est une des conditions nécessaires à la perpétuation de l'injustice. A partir de là il est sans doute logique pour la CRF de vouloir faire valdinguer ce journal de voyous, qu'est *CQFD*, du côté des sinistrés ! Cela n'est pas notre choix".

Infos repris sur *CQFD* N°19 - www.cequil-fautdetuire.org

Tous feignants

Lors de la séance de l'assemblée nationale du 2 février 05, la remise en cause des 35h était à l'ordre du jour.

Retranscription des débats trouvée sur le site de l'assemblée nationale :

M. Maxime Gremetz : (...)
Le deuxième argument avancé pour masquer la réalité des faits est de donner la possibilité aux salariés « de travailler plus pour gagner plus ». Les trois millions et

demi de chômeurs apprécieront que l'on veuille faire travailler encore plus ceux qui ont déjà un emploi.

M. Jean Auclair : Les chômeurs ne veulent pas travailler !

M. Gilbert Biesty : Oh !

M. Jean Auclair : Être payés à ne rien faire, voilà ce qui les intéresse ! (Protestations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)

M. Maxime Gremetz : Je vois que vous vous excitez un peu ; c'est la preuve que ce que je dis vous pique. (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. le président : Mes chers collègues, seul M. Gremetz a la parole.

.../...

L'adresse internet de ce sinistre personnage anti-chômeurs (Jean Auclair, député de la Creuse), est la suivante : auclair.j@wanadoo.fr

N'hésitez pas à lui transmettre quelques "compliments" bien sentis !

Chronique d'un autre futur

Nos nouvelles demeures faisaient parties du lot numéro 111. Ainsi chaque quartier, composé de trente habitats, correspondait à un numéro unique, son périmètre étant lui-même sous protection de l'Etat. Les quartiers n'avaient aucun accès direct à un autre. La politique sociale extrême, mise en place dans les années 2000, trouvait satisfaction auprès de ses concepteurs en ce début 2006.

Le lot 111 regroupait les citoyens SANS. Ils avaient perdu toute identité en nom propre. La loi du 14 juillet 2005 stipulait que toute personne sans activité reconnue "d'utilité" pour la patrie perdait de fait ses droits fondamentaux et encourait une mise sous tutelle de l'Etat à la fin de la période de réhabilitation d'une durée d'un an dans les lots 33. Réhabilitation, mot barbare des despotes. Lilas en connaissait les goûts, les saveurs, les odeurs qui surgissaient de son souffle, au cours de l'année qui l'avait lessivée dans le lot 33 de la banlieue bordelaise.

Son dernier entretien avec les inspecteurs de la mai-

son pour l'emploi s'était soldé par un échec, elle fut amenée directement par la brigade de la S.E (surveillant de l'Etat) dans le lot 111. Les maisonnettes composées de trois pièces étaient alignées sur deux rangées, seule la maison des S.E se distinguait des autres, grande, spacieuse, avec jardin attenant. Le 111 vivait au rythme imposé par les gardiens, chaque habitat était réveillé par une sonnerie intérieure, dès 6h30 du matin.

A 8h, nous devions nous rendre au kiosque de distribution de tâches. Les regards étaient hagards, nul n'osait parler, encore moins se sourire. Abrutie par ces nouvelles donnes, la population pensait vivre un changement surgi du fond des temps. La plupart étaient, dans d'autres temps, des êtres actifs, licenciés de la vie sans espoir de revenu. L'Etat avait répondu à sa manière aux révoltés...

Marie

Nouvelle donne

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:
Prénom:
ADRESSE :
.....
.....

ÉDITION SOUHAITÉE :
Limoges Montluçon
Bordeaux

PRIX : 10 euros pour 5 numéros
(le prix de la solidarité est bien sur inclus)

MODE de PAIEMENT :
Chèque Virement Mandat
Autre

Le paiement est à libeller à l'ordre d'ACI CUM (avec mention Empêcheur) et à renvoyer avec le bulletin d'abonnement à ACI CUM, 127 avenue Kennedy, 03100 Montluçon.

L'empêcheur n°10 - p5

VACHE DE CHOCOLAT

Milka Budimir, âgée de 58 ans, couturière à Bourg-lès-Valence, est poursuivie par Kraft Foods, propriétaire du chocolat Milka. Motif : cette citoyenne a osé ouvrir un site Internet baptisé www.milka.fr. Comme son prénom ! Les avocats du chocolatier furieux font valoir que Milka est une marque "de renommée" protégée par le Code de la propriété intellectuelle, et qu'en conséquence tout emploi non autorisé de Milka porte atteinte au fameux chocolat. Kraft Foods accuse même Mme

Budimir de "dilution de notoriété" car, par son activité de couturière, celle-ci affaiblirait "sensiblement le caractère distinctif de la marque en lui conférant un caractère banal". Si cette banale couturière avait un peu de respect pour la multinationale, elle proposerait de se suicider à l'amiable et sans indemnités !
Le Canard Enchaîné

Déclaration de Patrick Le Lay (PDG de TF1)

"A la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit... Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau disponible."

Agir ensemble contre le chômage

AC ! CUM (Communauté Urbaine Montluçonnaise)

Permanence : tous les vendredi de 15h 17h et les mercredi de 15h 20h.
Contact : laissez vos coordonnées sur le r@pondeur, nous vous recontacterons R@union : tous les mercredis partir de 17h30.
Adresse : 127, Avenue John Kennedy 03100 Montlu on.

T@l : 04.70.05.79.78
e-mail : ac.cum@free.fr

AC! C.U.B et Nord Gironde

Nous @crire : 22 avenue Pasteur 33 450 Saint Loubes.
T@l : 05 56 68 62 79
ou 06 78 88 80 85
e-mail : ac.bxcub@free.fr

AC!87

Nous t@l@phoner : 05 55 77 99 79 ou 06 84 53 41 74 (Xavier)
Nous voir : les vendredi de 15h 18h, au Squath@rale, 42 rue Porte-Panet.87000 Limoges.
Nous @crire : Les Amis d'AC! BP 40050, 87002 Limoges Cedex 1
e-mail : a.bird@free.fr
Notre site : www.ac.eu.org

Militaire pendant 8 ans, engagé pour raison humanitaire. C'était il y a dix ans, le Rwanda, la Bosnie. Je pensais naïvement que l'ONU était une force d'interposition, je voulais m'activer pour la paix et je n'avais pas encore remis en question l'usage des armes pour la paix, donc je m'étais engagé pour servir sous la bannière de l'ONU.

En fait je ne suis jamais parti : l'armée est une institution comme une autre et je n'ai pas eu le poste que je voulais au départ. Donc je me suis retrouvé dans un poste très particulier où j'étais tout le temps en déplacement mais sur la métropole. Je n'ai jamais servi sous la bannière de l'ONU. Et par contre, l'avantage c'est que ce poste m'a donné beaucoup de temps pour lire parce que j'étais quand même bien payé pour pas foutre grand chose.

Le revenu garanti à l'armée?

J'ai commencé à lire. Des Manières de voir, des Monde diplomatique, Politis, et à construire mon esprit, ma conscience politique. J'en suis venu à considérer les problèmes économiques et à avoir ma propre vision, influencé par les visions d'autres. J'en suis arrivé à me dire qu'est-ce que je fous à ce poste, à quoi je sers, à quoi je participe, à me poser toutes ces questions et ça a commencé à ruminer. Je ne me sentais pas bien dans ma vie, parce qu'elle m'éloignait de chez moi, parce que je ne servais pas à ce pourquoi je m'étais engagé et en même temps parce que je me rendais compte que je ne participais pas à ce que je voulais. De fil en aiguille je me suis questionné sur cette économie qui me permettait d'avoir un bon revenu en foutant pas grand chose mais en participant à l'entretien d'une machine de guerre. Cette réflexion s'est construite en l'espace de deux ans. J'ai dévoré des bouquins et des hebdo. Plein de choses : José Bové, Gandhi, De la Bollardièrre, plein de visions du monde... J'ai construit une conscience politique comme ça.

L'institution n'a pas réagi ?

En fait c'est complètement libre. Là aussi il y a des préjugés qui volent en éclat comme celui de dire qu'à l'armée on doit fermer sa gueule. Je n'ai jamais autant parlé politique qu'avec mes collègues de boulot et des supérieurs. On avait nos positions et on discutait. Quand je vois ma femme qui travaille à Castorama, elle, elle n'avait pas le droit de discuter. C'était texto : elle avait pas le droit de discuter entre collègues. Je trouve que j'ai eu beaucoup plus de liberté à l'armée que dans certains corps de métiers. Je retire de l'armée une très bonne expérience. Maintenant, même si je suis antimilitariste, je ne suis pas contre les gens qui y sont, je suis contre ce pourquoi ils y sont. Mais ça m'a appris à faire attention aux préjugés, à ne pas être manichéen. Et à ne pas dire que dans tel corps de métiers c'est plus fascinant que dans tel autre.

Donc d'avoir un revenu correct et du temps ça m'a permis de trouver d'autres perspectives, de me cultiver et aujourd'hui d'essayer de construire autre chose, de me donner à quantité d'activités. Je suis encore sous le statut militaire, en congé longue maladie. Là aussi ça alimente ma réflexion sur l'économie. Maintenant que je suis en maladie je suis chez moi, j'ai énormément d'activités, potager, pratique du don, recevoir des amis... je m'illite pour la non-violence. Je ne suis pas payé pour toutes ces choses mais uniquement parce que je suis en maladie. J'ai 3/5ème de ma solde. Ce qui est suffisant pour le mode de vie que j'ai avec ma femme et mes enfants. Je me dis : ce revenu me permet de m'adonner à des activités que je choisis. J'ai ce luxe, ce privilège-là pour l'instant. Et les conséquences sociales et écologiques sont de ma pleine responsabilité. Si je prends ma voiture je me tape sur les doigts. Je le fais pas en me disant il me faut bien un revenu. Je suis dans l'optique de choisir des activités en fonction des

conséquences écologiques. Je lis beaucoup moins que quand j'étais à l'armée.

Je trouve ça un peu débile que chacun ne puisse pas avoir un revenu pour s'adonner aux activités de son choix mais soit contraint d'aller chercher un boulot plus ou moins aliénant, plus ou moins abrutissant, plus ou moins polluant, nuisible à l'ensemble de l'humanité. J'ai un copain à qui je parlais du revenu d'existence qui disait : "C'est vrai je suis un peu contraint à aller bosser, je bosse dans l'entreprise la plus polluante du Limousin", et pourtant il achète bio, il milite dans plusieurs associations, avec sa famille il est très éveillé à ces questions écologiques et sociales et pourtant il me dit je suis contraint d'aller bosser pour acheter bio. Là on est dans un paradoxe. Et la destruction de la planète s'argumente aujourd'hui par "je dois avoir un revenu pour vivre". Mais ce revenu pour vivre il menace nos conditions de vie sur la planète. On achète du temps et on bosse pour se le payer et on contribue à un mode de vie qui dégrade l'ensemble de la planète. On est contraint par la forme économique de la méritocratie d'aller chercher un revenu quelles qu'en soient les conséquences économiques et sociales. Je me suis questionné sur le revenu d'existence, pas celui de Boutin. Il y a une vision autoritaire et une non autoritaire.

J'étais assez urbain. Le truc à la campagne, ça découle aussi d'une réflexion politique. Si je veux coopérer le moins possible avec le système actuel il faut consommer le moins possible. Donc on va aller à la campagne. Ça demande des savoirs faire pour avoir de l'autonomie. Et ça on en a été dépossédé et c'est là qu'on s'aliène.

Mickaël.



Brèves... Brèves... Brèves

Frauder, c'est moins cher !

Des anarchistes suédois ont lancé avec succès dans leur pays une mutuelle des fraudeurs dans les transports publics. Moyennant une cotisation, la mutuelle paie les amendes de ceux qui se font contrôler. Le résultat : cela coûte beaucoup moins cher que de payer son ticket ! La mutuelle commence à se développer maintenant en Finlande. Son argumentation est intéressante : elle revendique les transports publics gratuits, comme la route, payée par tous et gratuite. Pourquoi les conducteurs de voiture ne paient-ils rien alors qu'ils polluent plus que ceux qui prennent les transports publics ?
Silence N° 318/319 de janvier 2005 (Offensive, octobre 2004)

Cherche tueur à gage pour mafia patronale

L'ANPE du Nord recrute, voilà une offre de mission pour St Quentin.

Secteur d'activité : expectra, n°1 de l'intérim haute compétence, recrute pour un de ses clients, un responsable ressources humaines.

Mission : Au sein d'un site de production, vous mettez en oeuvre un plan social et supprimez 50 postes. Vous négociez avec les partenaires sociaux, vous établissez les livres, vous mettez en place les procédures de licenciement et participez à la réorganisation du site. Vous prenez contact avec des partenaires extérieurs dans le cadre du reclassement des salariés.

Cette mission d'une durée de 3 mois, basée à Saint Quentin est à pourvoir de manière URGENTE.

Profil : De formation bac+2 à bac+5 en ressour-

ces humaines, vous justifiez impérativement d'une expérience similaire. Doté(e) d'une réelle fibre industrielle, vous êtes proche des opérationnels. D'un excellent relationnel, vous justifiez de grandes capacités de négociation.

Durée de mission envisagée : 3 à 4 mois
Niveau d'études souhaité : Bac+4/5
Niveau d'expérience souhaité : 10 ans et +
Rémunération (euros) : A NEGOCIER

Comment insuffler le changement

Renaud Dutreil est ministre de la Fonction publique. Le mercredi 20 octobre, lors d'un forum de la "fondation Concorde" il a déclaré :

"Les retraités de la fonction publique ne rendent plus de services à la nation. Ces gens-là sont inutiles, mais continuent de peser très lourdement. La pension d'un retraité, c'est presque 75% du coût d'un fonctionnaire présent. Il faudra résoudre ce problème."

"A l'heure actuelle, nous sommes un peu méchants avec les fonctionnaires. Leur pouvoir d'achat a perdu 4,5% depuis 2000."

"Comme tous les hommes politiques de droite, j'étais impressionné par l'adversaire. Mais je pense que nous surestimons considérablement cette force de résistance. Ce qui compte en France, c'est la psychologie, débloquer tous ces verrous psychologiques."

"Le grand problème de l'État, c'est la rigidité de sa main-d'œuvre. Pour faire passer un fonctionnaire du premier au deuxième étage de la place Beauvau, il faut un an. Non pas à cause de l'escalier [rires dans la salle], mais des corps. Il y a 1400 corps. 900 corps vivants, 500 corps morts [rires], comme par exemple l'administration des télécoms. Je vais les

remplacer par cinq filières professionnelles qui permettront la mobilité des ressources humaines : éducation, administration générale, économie et finances, sécurité sanitaire et sociale. Si on ne fait pas ça, la réforme de l'État est impossible. Parce que les corps abritent des emplois inutiles."

"C'est sur l'Éducation nationale que doit peser l'effort principal de réduction des effectifs de la fonction publique. Sur le 1,2 million de fonctionnaires de l'Éducation nationale, 800 000 sont des enseignants. Licencier dans les back office de l'Éducation nationale, c'est facile, on sait comment faire, avec Éric Woerth [secrétaire d'État à la Réforme de l'État] : on prend un cabinet de conseil et on change les process de travail, on supprime quelques missions. Mais pour les enseignants, c'est plus délicat. Il faudra faire un grand audit."

"Le problème que nous avons en France, c'est que les gens sont contents des services publics. L'hôpital fonctionne bien, l'école fonctionne bien, la police fonctionne bien. Alors il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure - c'est ce que fait très bien Michel Camdessus -, mais sans paniquer les gens, car à ce moment-là, ils se recroquevillent comme des tortues."

